



Bruxelles, le 8 juillet 2025

Madame la Présidente de la Commission,

Commissaire à l'agriculture et à l'alimentation,

Commissaire chargé du budget, de la lutte antifraude et de l'administration publique,

Objet: Lettre ouverte sur l'avenir de la PAC

La Coordination européenne Via Campesina exprime sa profonde préoccupation face aux récents signaux politiques concernant le budget agricole pour la période 2028-2034 ainsi que la Politique Agricole Commune (PAC). Les petits et moyens agriculteurs réclament un budget fort de la PAC et rejettent toute possibilité de réduction qui reviendrait à abandonner le secteur agricole européen et à exacerber la crise que traversent déjà les agriculteurs, tout en sapant les objectifs de souveraineté alimentaire, de transition agro-écologique et de justice climatique. Nous vous appelons à prendre en considération les conclusions du Dialogue stratégique, dans lesquelles les parties prenantes de l'ensemble de la chaîne de valeur agroalimentaire réclament « un budget dédié et proportionné ».

ECVC tient aussi à souligner les risques sérieux d'une renationalisation de la PAC. Premièrement, cela signifierait sa disparition et remettrait en question la crédibilité de l'UE et du projet de construction européenne. Elle entraînerait une aggravation des inégalités entre les agriculteurs européens et accroîtrait la concurrence meurtrière au sein de l'Union elle-même, accélérant encore la disparition des petites et moyennes fermes, qui sont essentielles à la souveraineté alimentaire européenne et à son modèle agricole diversifié. Ce serait également un revers pour les engagements en matière de climat et d'environnement. Sur le continent qui connaît le réchauffement le plus rapide au monde, l'agriculture nécessite un soutien massif à la transition agroécologique.

Nous avons besoin d'une PAC forte pour assurer la souveraineté alimentaire. Nous avons besoin d'un cadre politique européen fort qui nous permette de nous éloigner de la logique des accords de libre-échange promus, par exemple, par l'accord UE-Mercosur, qui accroît encore la pression pour réduire les prix sur les agriculteurs européens en provoquant leur disparition.

Nous rappelons avec force les positions prises par des milliers d'agriculteurs, soutenues par 20 ministres de l'agriculture dans leur [lettre](#) du 3 juin :

- **Un budget de la PAC solide**, garantissant un revenu décent aux agriculteurs et des moyens pour la transition. L'année dernière, la principale demande des manifestations agricoles était d'assurer des prix équitables aux agriculteurs. Le budget de la PAC devrait garantir cela et, en outre, les paiements de la PAC devraient être réorientés vers le soutien aux petites et moyennes fermes, au renouvellement des générations, à la transition agroécologique et à la gestion des crises. En outre, les crises climatique et sanitaire ont déjà un impact grave sur l'agriculture sur le continent. Un budget solide est essentiel pour inverser cette tendance et

rendre notre agriculture plus résiliente, car la plupart des fermes ont besoin de cette transition.

- **Le rejet de la renationalisation** qui menace l'équité et la cohésion européenne. Si la PAC est un projet européen commun, la renationalisation renforcerait la concurrence entre les exploitations agricoles à travers le continent, car elles seraient soumises à des règles et à un soutien différent d'un pays à l'autre, même si elles font partie du marché commun.
- **Le maintien des deux piliers**, avec un pilier 2 renforcé pour l'agroécologie et l'installation. La disparition du deuxième pilier reviendrait à abandonner la vocation systémique, alimentaire et rurale de la politique agricole commune. Nous rappelons que l'UE n'a atteint aucun des objectifs de la réforme de 2023 et n'a pas atteint trois des objectifs énoncés dans le traité de Rome en 1962: des revenus satisfaisants pour les agriculteurs, des prix équitables pour les consommateurs et des marchés agricoles stables. Cette situation est inacceptable et la suppression du deuxième pilier ne ferait qu'aggraver la situation, car ce pilier permet de contrer les effets dévastateurs des paiements découplés à l'hectare.
- **Le plafonnement et la dégressivité des aides** pour assurer la redistribution vers les petites et moyennes fermes qui en ont le plus besoin.
- **La révision de l'OCM pour qu'elle comprenne des instruments de régulation des marchés.** Nous proposons de s'éloigner du paradigme actuel d'une agriculture sous perfusion de subventions publiques pour aller vers des prix agricoles stables et rémunérateurs.
- **La révision de la directive sur les pratiques commerciales déloyales en incluant les ventes inférieures** aux coûts de production dans la liste noire des pratiques commerciales.
- **La sortie des accords de libre-échange** et le rejet de l'accord UE-Mercosur en cours de négociation.

L'Europe doit écouter celles et ceux qui la nourrissent. Si ces avertissements sont ignorés, la colère légitime des agriculteurs ne fera que croître. Les propositions actuelles, en déconnectant la PAC de ses objectifs initiaux, ramèneront inévitablement les agriculteurs dans la rue. L'histoire nous a appris que l'affaiblissement des instruments communautaires profite toujours aux plus puissants, au détriment du bien commun.

En attendant vos réponses, nous restons à votre disposition pour en discuter.

ECVC